



# Fédération CFTC-Finances

Bât. Condorcet – 6 rue Louise Weiss – 75703 PARIS CEDEX 13

tél : 01.44.97.32.71 fax : 01.44.97.33.11 E-mail : [federation-cftc@syndicats.finances.gouv.fr](mailto:federation-cftc@syndicats.finances.gouv.fr)

*AFP - 23 avril 2014*

## ***Le ministre des Finances a présenté le programme de stabilité qui doit désormais être examiné par la Commission européenne.***

### ***Les prévisions semblent très optimistes au-delà de 2015.***

Le gouvernement a confirmé mercredi qu'il voulait ramener le déficit public de la France à 3% de son produit intérieur brut dès 2015, au prix d'un grand optimisme sur les effets de son plan d'économies sans précédent.

Le ministre des Finances et des Comptes publics Michel Sapin a présenté mercredi en conseil des ministres le programme de stabilité pour 2014-2017, prévisions pluriannuelles auxquelles se soumettent désormais tous les États de la zone euro. Et il a affirmé que ce retour à 3%, seuil de tolérance en zone euro, n'était *«pas une question de fétichisme ou de soumission»*.

Repoussé d'une semaine en raison du remaniement, le texte doit être soumis au vote de l'Assemblée mardi prochain, avant d'être adressé à la Commission européenne. Celle-ci dira d'ici un mois si elle croit ou non à cette stratégie, sachant que la France a été placée début mars sous surveillance, comme l'Espagne et l'Irlande, après avoir bénéficié déjà de deux reports pour atteindre l'objectif de 3%.

Dans son scénario, le gouvernement explique que *«sa priorité est de permettre à la croissance d'accélérer et à l'emploi privé de progresser de manière durable»*. La reprise de l'activité repose, selon lui, sur l'amélioration de la conjoncture internationale, avec notamment une reprise des exportations, mais aussi sur sa politique, notamment en termes d'allègements fiscaux et sociaux. Elle risque de souffrir néanmoins du niveau *«trop élevé»* de l'euro actuellement, a nuancé Sapin devant la Commission des Finances de l'Assemblée.

Le gouvernement table sur une croissance du PIB de 1% en 2014, 1,7% en 2015 puis 2,25% en 2016 et 2017 lorsque son pacte de responsabilité et de solidarité aura connu tout son impact.

### **50 milliards d'économies confirmés**

Un scénario pris avec des pincettes par le président du Haut Conseil des Finances Publiques, Didier MIGAUD. Devant la commission des Finances de l'Assemblée, il a jugé la prévision pour cette année *«réaliste»*. Mais celle de l'année prochaine *«repose sur un enchaînement vertueux de toutes les hypothèses favorables»*, a-t-il relevé, tout en ne la jugeant *«pas hors d'atteinte»*.

Retour de la contribution du commerce extérieur à la croissance en 2015, vraie reprise de la consommation et de l'investissement en 2016, inflation un peu plus soutenue cette année et en 2015 : voici les ingrédients qu'avance le gouvernement pour justifier sa stratégie. Pour 2016 et 2017, le Haut conseil a qualifié la prévision d'*«optimiste»*.

Parallèlement, le gouvernement entend poursuivre l'effort de redressement des comptes publics, en diminuant le déficit public (Etat, protection sociale, collectivités locales) et surtout le déficit structurel, c'est-à-dire hors aléas de la conjoncture. Mais la marche est haute pour arriver à 3% : il s'agit en effet de réaliser en deux ans (2014 et 2015) un effort équivalent à 1,3 point de PIB (près de 30 milliards d'euros).

Le plan de 50 milliards d'économies est notamment là pour cela. *«50 milliards d'économies sur 2015-2017 par rapport au rythme naturel d'évolution, c'est ce qu'il faut pour ramener la progression de la dépense publique au rythme de l'inflation, c'est ce qui nous permettra de poursuivre la réduction des déficits sans augmentation d'impôt»*, promet Bercy.

Déjà très critiqué dans les rangs socialistes, ce plan d'économies concerne pour 21 milliards la protection sociale, 18 milliards l'Etat et 11 milliards les collectivités territoriales. Il touche notamment aux prestations sociales, dont les petites retraites, un point que plusieurs députés socialistes contestent et veulent voir évoluer.

**Ainsi, le point d'indice, qui sert de base au calcul des salaires des fonctionnaires, sera bien gelé jusqu'en 2017, selon le programme de stabilité adopté mercredi en conseil des ministres, qui ne contient pas à ce stade de «clause de revoyure». «L'Etat et ses opérateurs prendront toute leur part au redressement des comptes publics avec un objectif de 18 milliards d'euros d'économies à horizon 2017», indique le programme.**

**Les quelque 5,5 millions de fonctionnaires «contribueront à l'effort d'économie nécessaire avec la poursuite de la stabilisation de la valeur du point d'indice de la fonction publique», poursuit le document sans mentionner s'il sera possible de revenir sur ce gel si la conjoncture économique s'améliore, comme demandé par des députés socialistes.**

**Reçus mardi par le Premier ministre Manuel VALLS, ces députés conduits par le président du groupe à l'Assemblée Bruno LE ROUX avaient indiqué «qu'il devrait y avoir une clause de revoyure pour faire en sorte que l'horizon n'apparaisse pas trop lointain pour des revalorisations» pour les salaires des agents, le point d'indice n'ayant pas évolué depuis 2010.**

**Cette année-là, le point avait été revalorisé de 0,5%, mais il n'a pas bougé depuis, entraînant une dégradation du pouvoir d'achat des agents. Une augmentation de 1% de sa valeur représenterait un coût de 1,8 milliard d'euros pour les trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière), selon la Cour des Comptes.**

### **Collectif budgétaire dès juin**

Une première tranche de ces économies, d'un montant de 4 milliards d'euros, sera inscrite dès le mois de juin dans un collectif budgétaire, alourdissant l'effort réalisé en 2014 à 19 milliards sur les dépenses (3 milliards sur les recettes). Mais ces économies s'*«articulent»*, assure le gouvernement, avec le pacte de responsabilité et de solidarité : un allègement de 30 milliards des cotisations patronales, auxquels s'ajoutent plus de 10 milliards de baisse de la fiscalité (d'ici 2017) sur les entreprises et 5 milliards de mesures sociales et fiscales pour les ménages.

Le gouvernement espère que cela générera 200 000 emplois supplémentaires et un demi-point de croissance. Il calcule par ailleurs *«une légère hausse de l'emploi marchand en 2014 (+15 000 postes en moyenne annuelle, soit +0,1%) et une nette accélération en 2015 (+160 000 postes, soit +1%)»*.

Dans son avis publié mercredi très tôt, le Haut conseil des Finances publiques souligne néanmoins sur ce point : la baisse des dépenses, qui est plus lourde en 2014 et 2015 que les années suivantes pourrait au final *«peser davantage que prévu par le gouvernement sur la croissance à court terme»*.

*«Il peut y avoir en 2015 une croissance pas aussi riche en emploi que ne le prévoit le gouvernement»*, a déclaré Didier MIGAUD.